

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72-D La Source

Trahissant les intérêts des travailleurs

Le Parti communiste italien POUR L'AUSTERITE

C'est samedi après-midi qu'a été conclu l'accord de

sentants des six partis, aura mis la dernière main au pro-

grandes centrales syndicales notamment, tout en refusant la conclusion d'un pacte social, a annoncé, dès la mi-février, son ralliement à une politique « d'austérité constructive ».

Cette austérité économique rigoureuse, qui sera au centre du programme du gouvernement, a été samedi même massivement approuvée par la conférence ouvrière réunie à Naples par le PCI !

Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI (donc l'homologue italien de Marchais) qui s'exprimait devant plus de 10 000 personnes à la « 7e conférence ouvrière » qualifie de « positive et importante pour l'Italie et la démocratie », la constitution d'une nouvelle majorité qui comprend les révisionnistes.

« Le problème de la classe ouvrière au pouvoir » se posait désormais en Italie,

qui a, a-t-il rappelé, le parti communiste le plus fort d'Occident.

« Les masses ouvrières, a encore indiqué Berlinguer, doivent assurer elles-mêmes la lourde responsabilité de trouver une solution aux problèmes du pays ». Il s'est une nouvelle fois prononcé en faveur d'une « austérité économique rigoureuse ».

La classe ouvrière gérait le capitalisme et payant les frais de la crise, c'est ainsi que les dirigeants du PCI conçoivent les choses. Voilà qui dévoile clairement la vraie nature des faux communistes.

A quelques jours du premier tour des élections législatives en France, les travailleurs qui s'apprentent à voter PCF et qui veulent un véritable changement, ont un exemple vivant de ce que Marchais ferait s'il y avait des ministres PCF au gouvernement.



Les travailleurs caricaturent les dirigeants italiens dont font désormais partie Berlinguer.

principe pour la formation d'un nouveau gouvernement pour tenter de dénouer la crise politique ouverte depuis 46 jours. La nouvelle majorité parlementaire, présidée par Andreotti, (démocrate-chrétien) comprendra des représentants de six partis dont le PCI, qui y sera pour la première fois depuis la dernière guerre.

Ce lundi et mardi, Andreotti, entouré des repré-

gramme du gouvernement. Andreotti et les six soumettront notamment les points économiques du programme aux représentants des syndicats et à ceux du patronat, séparément, pour obtenir de leur part la plus large approbation possible. Un accord général sur une politique d'austérité rigoureuse leur est pratiquement acquis de ce côté.

La fédération des trois

● SNECMA-Corbeil

Les candidats de l'UOP s'adressent aux grévistes

Partout en France, réunions, rencontres, débats, etc... se multiplient ; partout les candidats de l'UOPDP et les membres des comités UOPDP s'adressent aux travailleurs. Nous avons demandé aux candidats des 1ère et 2e circonscriptions de l'Essonne de nous faire le récit d'une de ces rencontres parmi beaucoup d'autres. Ils ont en effet récemment rendu visite aux grévistes de la Snecma-Corbeil.

Nous avons reçu une lettre des ouvriers de la Snecma racontant leur lutte et demandant l'avis des candidats sur leurs revendications. Aussitôt, nous avons répondu que nous allions venir le leur donner de vive voix.

Pouvez-vous rappeler à nos lecteurs en quoi consiste cette lutte ?

Eh bien, à la Snecma-Corbeil, usine d'aéronautique, les 70 tourneurs qui travaillent sur machines à commandes numériques sont en grève depuis début février. Leur patron qui n'est autre que l'Etat a tout simplement voulu les faire travailler sur deux machines à la fois pour gagner en productivité et en profits.

Mais ils se sont dits : « Nous refusons de travailler sur deux machines et de prendre la place des chômeurs ».

Que pensent les grévistes des élections et des positions de l'UOPDP ?

D'après ce que nous avons vu, personne parmi les grévistes ne s'attend à un miracle en 1978 que

ça soit la gauche ou la droite. Bien plus, ils comprennent la logique de notre position même s'ils ne la suivent pas encore jusqu'au bout. Ils ont tendance à dire « c'est vrai tout ce que vous racontez, mais la gauche ça ne peut être pire que la droite », « s'ils font des promesses, ils seront bien obligés d'en tenir un certain nombre », « il faut mettre le maçon au pied du mur », etc.

Comment a tourné la discussion ?

On leur a rappelé comment les ministres communistes en 1945 avaient appelé les travailleurs à « retrousser leurs manches » et comment ça n'avait fait que consolider le système capitaliste. On a parlé des massacres d'ouvriers en Pologne à Gdansk, un pays que vante le PCF, alors que les ouvriers qui veulent y créer des syndicats indépendants se font jeter en prison. On a aussi parlé de l'attitude du PCF dans la Snecma, de l'ambiguïté par rapport à leurs revendications, et du fait qu'il ne compte aucunement supprimer la productivité et le profit.

Quelles conclusions avez-vous tiré de cette visite ?

Plusieurs des ouvriers avec qui nous avons discuté ont dit : « Vous êtes combattifs, on vous soutiendra au premier tour », c'est très encourageant. Il faudra absolument rediscuter avec eux entre les deux tours pour les convaincre que plus les promesses sont grosses, plus il faut se méfier : ça cache quelque chose et ça ne promet rien de bon pour les travailleurs.

Internationalisme prolétarien à Bruxelles

130e anniversaire du «Manifeste» de Marx-Engels

A l'appel du parti frère de Belgique, le PCMLB, une chaleureuse rencontre internationale s'est tenue à Bruxelles, le samedi 4 mars, pour commémorer le 130e anniversaire de la parution du « Manifeste du parti communiste ».

A la tribune, avaient pris place aux côtés de notre camarade Fernand Lefebvre, les dirigeants du KPD (Allemagne), du Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas, de la Ligue communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne, de la Ligue marxiste-léniniste du Luxembourg et le camarade Jacques Jurquet, représentant les communistes marxistes-léninistes de France. Dans la salle se pressaient, aux côtés des camarades belges, des militants marxistes-léninistes français et allemands, fraternisant dans le même enthousiasme.

Tout à tour, les orateurs de chaque pays ont évoqué les enseignements toujours actuels du Manifeste, qui, depuis sa parution jusqu'à aujourd'hui, continue de guider le combat des communistes authentiques à travers le monde entier :

« Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner : l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », ces mots d'ordre n'ont rien perdu de leur brûlante actualité. C'est dans la plus parfaite unité

aussi que tous les orateurs ont démontré la continuité profonde entre le célèbre appel de Marx et Engels « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », et tous les enseignements de la théorie des trois mondes, formulée par le président Mao appelant les prolétaires, les nations et les peuples opprimés à la lutte commune contre les deux superpuissances.

Avec des mots simples et chaleureux, venus du cœur et soulevant l'émotion de la salle, le camarade Fernand Lefebvre a rappelé brièvement les liens profonds qui unissent entre les différents peuples européens, leurs classes ouvrières et leurs avant-gardes révolutionnaires.

Un excellent programme culturel clôturait ce meeting, avec la participation de « La Lyre des travailleurs », et d'une chorale du KPD venue spécialement de Munich.

Et lorsque les deux chorales, fraternellement mêlées sur scène, et toute la salle debout le poing levé, ont entonné, chacun dans sa langue mais d'un même cœur, le chant commun de tous les prolétaires du monde, l'Internationale, ce fut un vrai moment d'émotion sincère et profonde, une vraie matérialisation de l'esprit internationaliste prolétarien qui a traversé tout ce meeting. Nous lui consacrons un long article dans notre édition de demain.

● Chine

Unir tout le peuple



Première session de la Conférence consultative du peuple chinois : une atmosphère d'unité et de victoire.

En même temps que celle de l'Assemblée nationale populaire chinoise, les dirigeants du Parti communiste décidaient en juillet dernier, la convocation de la Conférence consultative politique du peuple chinois.

Cet organisme, qui ne s'était pas réuni depuis 14 ans, rassemble des délégués du Parti communiste, des différents partis démocrates

patriotiques, des organisations de masse, des diverses nationalités, des représentants de Taiwan, Hong-Kong et Macao.

Il est la structure représentative du Front uni révolutionnaire chinois créé par le président Mao. Pendant plus de vingt ans, la CCPPC a joué un rôle important dans la consolidation du Front uni révolutionnaire et la lutte de classe en Chine, sous la di-

rection du parti. Le Président Mao, comme le camarade Chou En-lai l'ont présidée et dirigée personnellement.

Cette conférence a une fonction de consultation et de conseil. Elle délibère sur les affaires importantes de l'État et la consolidation de l'unité du peuple. Bien qu'elle n'ait pas de pouvoir de décision, mais seulement de suggestion et de conseil.

Elle incarne l'esprit de consultation démocratique qui règne, pour le peuple, sous la dictature du prolétariat.

L'actuelle session a rassemblé 2 000 membres, des communistes, mais aussi des représentants des huit partis démocratiques formés dans la guerre antijaponaise et la lutte contre Tchang Kai-cek de fédérations de syndicats, de la Ligue de la jeunesse, de la Fédération des femmes, et d'autres organisations de

masse concernant l'enseignement, les sciences, la culture, la santé publique, les sports, la presse, les milieux religieux et les minorités nationales.

La Conférence consultative politique du peuple chinois a derrière elle une histoire glorieuse qui remonte à plus de 30 ans. Elle fut fondée sous l'impulsion de président Mao, dès 1946, pour discuter de l'établissement d'un gouvernement démocratique de coalition. Mais peu de temps après, reniant sa parole, Tchang Kai-cek déclenchait la guerre civile.

Le 1er mai 1948, le Parti communiste chinois proposa à nouveau à tout le peuple, la tenue d'une nouvelle conférence, sans les réactionnaires. De nombreux représentants des organisations démocratiques chinoises affluèrent dans les zones libérées pour en discuter la préparation avec les communistes.

Dès la Libération, fin septembre 1949, la conférence se réunit avec les pouvoirs d'une Assemblée nationale. C'est elle qui proclama la fondation de la République populaire de Chine, élut le président Mao, décida du drapeau national, de la capitale du pays et adopta l'hymne national. Elle se réunit à nouveau en 1954, 1959, et 1964.

La « bande des Quatre » s'opposait avec énergie au concept de Front uni révolutionnaire jugé si important par le président Mao. C'est pourquoi la CCPPC fut mise en veilleuse durant toutes ces dernières années.

Sa convocation remet en vigueur l'esprit démocratique de Mao Tsé-toung qui affirmait : « Nous nous efforcerons de mobiliser tous les facteurs positifs — directs ou indirects — au sein comme en dehors du parti, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, afin de faire de notre pays un puissant État socialiste ».

Nous avons déjà parlé des meetings qui ont eu lieu ou qui doivent avoir lieu aux États-Unis, meetings qui rassemblent les ressortissants chinois et parmi eux, des compatriotes de Taiwan. Ces meetings ont été organisés à l'occasion du 31^e anniversaire de l'insurrection du « 28 février ». Jeudi, se tenait au Japon un meeting du même genre, d'autres manifestations de ce genre sont prévues dans d'autres endroits du pays. Aux USA comme au Japon, était réaffirmée la nécessité de réunification de Taïwan, province chinoise sous la domination réactionnaire de la clique de Tchiang.

● Iran-RDA Comment mieux réprimer ?

Comment mieux réprimer ? Voilà la question qui divise à l'heure actuelle l'Iran et l'Allemagne de l'Est. Qu'on se souvienne, la semaine dernière douze étudiants iraniens s'étaient enfermés dans un bureau de l'ambassade d'Iran à

Berlin-Est et y avaient retenu quatre diplomates pour protester contre les crimes commis par le gouvernement fasciste d'Iran à l'encontre des manifestants de Tabriz. Peu après, les forces de répression de Berlin-est avaient donné l'assaut de l'ambassade et arrêté les douze étudiants qui furent immédiatement jugés à des peines d'emprisonnement allant de dix mois à un an. Jusqu'à présent, tout allait bien, l'Iran jugeait que la RDA avait bien fait son travail. Mais voilà, les autorités de la RDA ont décidé de commuer leurs peines et ont choisi la formule de l'expulsion, comme l'avaient fait, un peu plus tôt, pour une affaire analogue, l'Italie et le Danemark. Il était difficile face à l'opinion mondiale d'agir autrement. C'est pour cette raison que le gouvernement iranien proteste et pour montrer son mécontentement, a rappelé son ambassadeur à Berlin-est.

● Tunisie

De nouvelles condamnations ont eu lieu la semaine

dernière. A Sfax, ce sont seize personnes qui ont été condamnées à des peines allant de deux mois à deux ans de prison pour avoir participé aux événements du 26 janvier. Le tribunal correctionnel de Sousse a, quant à lui, condamné 34 personnes à des peines allant de 8 mois à 6 ans et demi de prison pour participation dans la ville à des manifestations qui ont eu lieu le même 26 janvier. Le nombre de condamnés pour ces faits se chiffre maintenant en centaines de personnes.

● Allemagne de l'Ouest

De nouvelles mesures de lock-out ont été adoptées par le patronat contre les grévistes d'entreprises de presse. Ces nouvelles mesures répressives touchent environ 1 100 travailleurs de l'imprimerie « Gruener und Jahr » ainsi que 300 travailleurs d'une maison d'édition de Hambourg.

Le patronat avait déclaré que les mesures de lock-

out décidées dans les firmes où sont édités cinq quotidiens munichois seraient étendues à d'autres entreprises de presse. Les travailleurs ont répondu qu'ils ne céderaient pas devant ces pressions intolérables du patronat, pressions qui tendent à réprimer le droit de grève pour tous ces travailleurs. Aucun journal n'a pu paraître à Munich et cela depuis plusieurs jours.

● Irlande

Le gouvernement colonialiste britannique vient de prendre une nouvelle mesure tendant au renforcement des forces de répression en Ulster. Actuellement le nombre de ces forces est de 14 000 hommes de la police militaire. Le gouvernement a décidé de remplacer une partie de ces gardiens de l'ordre impérialiste par un nouveau bataillon d'infanterie, bien mieux entraîné dans la répression. Ces forces ne resteront pas quatre mois comme de coutume, mais dix-huit mois afin de mieux prendre en main la situation.

● Conférence de Belgrade Echec et capitulation

Elle constitue un échec dans ce qu'il y a de plus remarquable. Les projets de document de clôture se sont succédés sans parvenir à un accord. Les pays révisionnistes, avec comme chef de file l'URSS, refusent systématiquement tout texte qui fait référence aux droits de l'homme se sentant particulièrement visés, on les comprend, par une telle clause. Par ailleurs, l'URSS était également allergique à toute mesure qui entraînerait une surveillance militaire.

Afin d'en finir avec cette conférence, dont l'échec retentissant montre que la détente n'est qu'un vaste bluff qui ne semble pas si bien marcher, particulièrement auprès des pays non-alignés, un nouveau projet vient d'être soumis à la conférence : celui du représentant danois. Ce texte ne fait nullement référence aux droits

de l'homme et ne tient pas compte des demandes des pays non-alignés qui réclament la formation d'un groupe d'experts sur les mesures de confiance militaire. Ce texte n'est pas fait pour déplaire aux Soviétiques qui semblent l'avoir accueilli favorablement. Les pays occidentaux ont accepté ce texte, même si cela ne correspond pas à leurs conceptions, il représente une capitulation devant le veto soviétique de tout autre accord qui la gênerait. La Roumanie a repoussé ce texte car il ne prévoit rien sur les problèmes militaires. La Yougoslavie est intervenue dans le même sens.

Déjà, l'URSS a imposé sa loi. Elle a agi en grande puissance et a imposé dans les faits sa loi en se servant des pays qui lui sont de véritables satellites, une loi acceptée par les autres pays impérialistes occidentaux.

BREST

La section de Brest de l'Union nationale des étudiants marocains organise le mardi 7 mars 1978 à 20 h 30 dans l'amphi U de la faculté de Lettres, une soirée de solidarité avec le peuple palestinien dans sa lutte. Lecture de poèmes, mise au point, film (Kafr Kassem), débat, table de presse feront le programme de la soirée.

Notre camarade Guy Periou est décédé

NOUS CONTINUERONS SON COMBAT

Notre très aimé camarade Guy Périou, un des responsables locaux de la section de Saint-Brieuc du PCMLF, est décédé subitement d'une hémorragie cérébrale à l'âge de 25 ans.

C'est plus de 400 personnes qui se sont rassemblées au cimetière de l'ouest de Saint-Brieuc le 24 février à 16 h, pour lui rendre hommage ; parmi elles, sa famille, ses amis et camarades, certains venus de loin, mais aussi ses élèves nombreux, ses collègues, ses anciens professeurs et tous ceux, militants, syndicalistes, et aussi simples gens, de qui par son travail politique, il a su forcer l'estime.

Six de ses camarades le portent à travers les larges allées du cimetière. Ils sont précédés par quatre camarades, représentant le PCMLF et le PCRML ; ils portent une couronne de fleurs rouges offerte par les deux partis. Encadrant le cercueil, des amis et camarades portent des gerbes de fleurs dont une du comité local de l'UOPDP - Guy était membre du secrétariat du comité.

Michel Le Meur, candidat de l'UOPDP de Saint-Brieuc, intervient alors. Un bref hommage du comité des AAFC est prononcé ensuite. La foule défile près du cercueil de Guy, sur lequel chacun

jette des pétales de fleurs rouges, puis remet ses condoléances à Lydie, sa femme, et aux parents de Guy.

Le solennel et déchirant spectacle du cercueil de notre camarade, recouvert d'un drap rouge, inondé de fleurs et de la silhouette noire de Lydie, si tragiquement éprouvée, mais courageuse, restera à jamais gravé dans nos mémoires.

Saint-Brieuc, le 24 février 1978
Correspondant HR Saint-Brieuc.

Texte de l'intervention du PCMLF au cours de la cérémonie

« Avec l'accord de sa femme, et pour respecter ses dernières volontés, nous faisons une intervention au nom du PCMLF :

Cher Guy, cher camarade,

Ta femme, ta famille, tes amis, tes camarades sont là auprès de toi. Nous sommes venus t'accompagner jusqu'à ta dernière demeure. Et cela dans une grande simplicité. C'est bien ainsi, pour en avoir discuté avec toi, que tu voyais les choses. Tous, nous avons respecté et nous respecterons à tout jamais ta volonté.

La maladie a fait que tu nous quittes subitement et très jeune, trop jeune, à 25 ans. La douleur et le vide que tu laisses dans nos cœurs et nos esprits à tous, sont très profonds et grands :

- Profonds et grands pour ta femme que tu chérissais, pour ta petite fille, Morgane, que tu adorais tant, pour ta famille.

- Profonds et grands pour tes amis, très nombreux, avec qui tu avais si bien su tisser des liens de sympathie et d'amitié, durables, respectueux et solides... pour tes élèves, venus aussi nombreux.

- Profonds et grands aussi pour tous les camarades, pour nous, membres comme toi du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Où, notre douleur et notre regret à tous sont immenses, mais tu ne laisses pas derrière toi que cela. Ta vie de tous les jours avec tous, et en particulier ta vie militante, est et restera un exemple, un modèle à suivre.

Tes qualités très nombreuses de cœur et d'esprit, ta gentillesse, ta modestie, ton courage - et il t'en fallait pour entreprendre et réussir tout ce que tu faisais - sont les impressions, les mots qui reviennent le plus dans la bouche d'amis qui t'ont connu et apprécié. Si nous nous faisons un peu l'écho de leurs paroles, nous n'entendons pas pour autant tout dire ou tout traduire de leurs sentiments.

Par contre, ta cellule, le comité de parti de Saint-Brieuc du PCMLF entendent faire connaître ta vie militante exemplaire en cette pénible circonstance, car elle mérite amplement d'être connue.

Chers amis, chers camarades,

Guy était révolté par tout ce qui opprime l'homme. Très tôt, et sans relâche, il dénonçait l'oppression de la jeunesse et l'exploitation des travailleurs, de notre peuple, mais aussi des peuples du monde. Empreint d'un idéal de justice, de liberté, il rejoindra dès 1968 les rangs du PSU. Pour mener la lutte et atteindre son idéal communiste, le socialisme, il rejoindra nos rangs en 1973 avec ses camarades de la « Gauche révolutionnaire ».

C'est sans prétention, avec un grand dévouement pour les autres, avec sérieux et détermination,



Notre camarade Guy Périou à la tribune du meeting du 1er mai 1976 de l'Humanité rouge à St-Brieuc.

qu'il accomplissait ses tâches militantes. Sa contribution, ses apports furent nombreux et importants.

Guy est notamment le fondateur d'une cellule à la campagne. C'est avec enthousiasme qu'il a créé des liens militants avec les petits paysans de notre département.

Par sa plume, que nous avons si souvent mis à contribution, il nous a beaucoup apporté. Guy savait dénoncer de façon percutante et acérée qu'il ressentait profondément : l'exploitation de notre peuple, il savait aussi de manière fraternelle et enthousiaste appeler les travailleurs à lutter.

Guy s'appliquait à écouter les autres. Têtu et entêté même parfois, il bataillait pour défendre ses idées et celles de son parti. Il cherchait en permanence à persuader avec camaraderie et amitié.

Guy enfin, nous laisse l'image d'un camarade toujours plein de bonne humeur, de confiance dans ses camarades, ses amis, dans notre peuple.

Pour toutes ses qualités, il fut désigné par notre Comité central pour assumer des responsabilités locales.

Où, camarade Guy, ta vie militante a été bien remplie. Pour nous, tes camarades, c'est une source d'encouragement, d'espoir, un exemple et une force. Mais elle constitue aussi un exemple précieux d'amitié pour tous ; un exemple précieux pour tous ceux qui, comme toi, veulent construire une société plus juste, plus fraternelle, débarrassée de toute forme d'exploitation et pour laquelle, tu as si activement milité !

A vous, Lydie et Morgane, nous nous engageons devant toi, Guy, à apporter notre soutien et notre aide.





● Buc (78)

Lutte des éducateurs en formation

Tous fichés !

Les éducateurs en formation du Buc (près de Versailles) ont été en grève du 23 novembre au 21 décembre, et ont occupé leur école durant trois semaines. Cette lutte fait partie du mouvement national de revendications des travailleurs sociaux en formation (assistantes sociales, éducateurs de jeunes enfants, animateurs, éducateurs) pour l'obtention d'un statut et d'un salaire.

Au cours de cette occupation, nous avons pu prendre connaissance de nos dossiers de sélection. Ces dossiers sont constitués lors de l'examen d'admission à l'école qui comporte : un entretien psychologique, un entretien psychiatrique, (supprimés depuis deux ans ?), un entretien pédagogique avec un formateur de l'école, une épreuve de psychomotricité, des tests de raisonnement et un exercice écrit.

Il faut préciser qu'à aucun moment les éducateurs en formation n'ont le droit d'avoir accès directement à ces dossiers et qu'ils doivent s'ils désirent les consulter, avoir au préalable un entretien individuel avec la psychologue de l'école.

Nous tenons à dénoncer tous les types de fichages cautionnés par une couverture psychologique ou psychiatrique qui se retrouvent à tous les niveaux dans notre travail auprès des jeunes dont nous avons la charge. Pratiques qui se généralisent actuellement sous l'effet des

nouvelles lois sociales : (loi Lenoir 71, loi d'orientation, loi Audass/Gamin, CDES, ainsi que dans l'éducation nationale : loi Haby).

Voici quelques exemples caractéristiques parmi les dossiers des éducateurs admis à l'école. Ces appréciations portées sur les travailleurs en formation résultent d'entretiens limités environ vingt minutes : « *Aurait vraiment besoin de voir un peu plus clair sur ce qu'il veut faire de sa vie d'autre que de se « noyer» dans son problème.* »

— « Pas beaucoup de consistance (revient souvent) »

— « Le métier d'éducateur est un moyen de s'affranchir de la tyrannie paternelle. »

— « A des difficultés psychotiques mais pas de difficultés relationnelles. Pas de contre-indication psychiatrique au métier d'éducateur. »

« Sexualité : pas de petit copain. Se trouve bien comme cela. Il semble qu'il y ait un interdit à ce niveau. »

— « Attitude artificielle.

Dès qu'elle rentrera à l'école, va en prendre plein la gueule. »

— « Personnalité franchement névrotique. Ne bougera que dans le milieu psychothérapeutique. »

— « Beau garçon aux yeux clairs. Séducteur. Encore puceau. »

— « Traits psychopathiques. »

— « Sexuelle bien. »

— « Très angoissé dans le silence. Personnalité suspecte. Angoisse de mort. »

— « Aucun antécédent psychiatrique. »

Il est important de préciser que ce type de fichage que nous dénonçons dans le cas de la sélection d'éducateurs, est du même type que tous les dossiers mis en place ces dernières années pour mieux cerner l'enfant puis l'adulte qu'il sera. Le dossier scolaire mis en place dès la maternelle, est remanié et réorienté vers une analyse beaucoup plus psychologique de l'individu, par l'arrêté du 8 août 1977 par Haby. Ce dossier informe avec précision sur le développement corporel, les réactions affectives, la vie sociale, les possibilités intellectuelles, et le comportement dans les activités de l'élève, cela pendant toute sa scolarité.

Ce fichage qui nous donne une pseudo-connaissance

de l'enfant, a pour conséquence directe son orientation vers des voies étroites lui laissant peu de chances de s'en échapper : classes de perfectionnement, CET, classes de préapprentissage dès l'âge de 14 ans, EMP ou IMP (externat médico-pédagogique, etc.).

C'est ainsi que nous, éducateurs, dans le secteur de l'enfance inadaptée, « récupérons » des enfants et adolescents étiquetés par l'école ou les services sociaux : débiles, caractériels, délinquant, psychotiques, cas sociaux, etc.

Les diagnostics sont souvent définitifs et conditionnent inévitablement aussi bien le comportement de l'enfant que celui de l'adulte qui en a la charge, éducateur ou professeur.

Par cet article, nous voulons dénoncer non seulement un problème local, mais une pratique généralisée par la politique sociale actuelle, celle-ci s'amplifiant toujours plus et ne touchant plus seulement le secteur de l'enfance inadaptée mais également toute la population.

Nous, travailleurs sociaux, confrontés et astreints à ce type de fichage, refusons d'y participer et d'y collaborer et donc de satisfaire de telles pratiques.

tions ! Une façon comme une autre de dire : « *Nous ne comptons que sur nos luttes pour obtenir satisfaction.* »

D'autres manifestations du même type devaient se dérouler dans différents pays européens à l'occasion de ce 4 mars.

ton du cinéma, des mots d'ordre bombés sur les affiches. Les flics, appelés en toute hâte, avaient bien piétre mine. Protéger les cinémas porno : un autre aspect du rôle de la police.

A une semaine des élections, il était frappant de ne voir apparaître aucun mot d'ordre sur les élec-

Manifestation des handicapés

Dimanche 16 h : la course pour le tiercé d'Auteuil n'est pas partie à temps. Plusieurs dizaines d'handicapés manifestaient sur le terrain du champs de

course : une banderole a pu être déployée pendant plusieurs minutes devant les caméras de la télévision. Sur la banderole on pouvait lire : « Non à la ségrégation. »

Lyon

Encore un crime du capital

Lyon, port Edouard Herriot. Alors que des ouvriers procédaient, dans un hangar, au déplacement de poutrelles métalliques, à l'aide d'un pont roulant, l'un d'entre eux a été écrasé et tué sur le coup par la chute d'une dizaine d'entre elles. L'accident est dû à la rupture de la chaîne qui entourait le

chargement.

Pour les patrons, il n'y a pas de petites économies. A leur point de vue, le matériel défectueux est toujours assez bon pour travailler. Acheter du matériel neuf, pour eux, ça ne vaut que si ça permet d'exploiter plus les travailleurs !

GREVES

CIT-ALCATEL

Les travailleurs de la CIT-Alcatel, filiale de la CGE, poursuivent leur mouvement commencé depuis près de trois semaines. Employés sur plus de 300 chantiers où ils installent des centraux téléphoniques, ils avancent de nombreuses revendications portant sur les conditions de travail, le retour aux quarante heures, les salaires.

Dans la soirée du 28 février, de nombreux grévistes

tes venus en délégation de toute la France, renaient la direction dans les locaux de la CIT à Plessis-Robinson. Suite à cette discussion poursuivie une nuit entière entre les grévistes et cinq directeurs, la direction générale vient de porter plainte contre cent vingt travailleurs accusés de l'avoir séquestrée. La grève se poursuit sur les différents chantiers. Environ 80 % des travailleurs y participeraient.

Transports ardennais

La majorité des 170 travailleurs de la Régie départementale des transports à Charleville-Mézières sont en grève depuis plus d'une semaine.

Ils réclament une augmentation de salaire

équivalent à 390 F et une prime de vacances. Les conditions de travail sont scandaleuses : pour certains chauffeurs, l'amplitude de la journée de travail est de quatorze heures pour sept heures payées seulement.

Allocations familiales

La grève des techniciens de la Caisse d'allocations familiale se poursuit pour obtenir la qualification supérieure. Vendredi matin, les grévistes qui occupent le centre depuis cinq semaines, sont allés manifester devant

le siège de la Caisse nationale, boulevard Haussmann.

La seule réponse qu'ils ont obtenue c'est la brutalité des flics. Le soir, ils ont organisé un gala de soutien.

● Paris Manifestation des femmes

Plus de 2 000 dans la rue !

A l'appel de la coordination des groupes femmes, une manifestation s'est déroulée, samedi 4 mars, de République à Nation.

Environ 2 500 femmes ont défilé dans les rues de Paris en scandant des mots d'ordre montrant leur résolution à lutter contre toutes les violences faites aux fem-

mes, pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, y compris pour les mineures et les immigrées.

Place de la Bastille, en passant devant un cinéma porno, la colère des femmes a éclaté : « *Halte au viol légalisé !* », « *Ras-le-viol !* » ; des bouteilles d'encre ont volé, s'écrasant sur le fron-



Un autre aspect de la manifestation. La violence contre les femmes, c'est aussi les bas salaires, le chômage, la non-qualification.

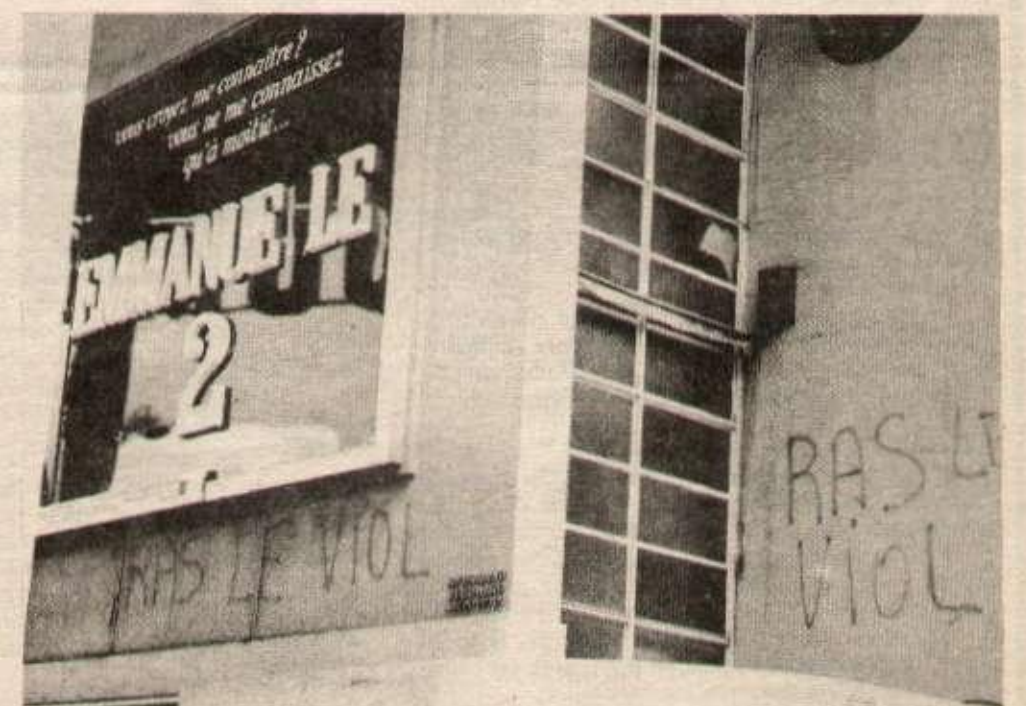


Photo ci-dessus : Place de la Bastille, devant un cinéma porno, la colère des femmes a éclaté.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

A vous de juger

A LA RECHERCHE DE PAUL LAURENT

Paul Laurent, candidat du PCF dans le 19^e arrondissement de Paris, existe-t-il ? Oui, sans doute. Toujours est-il que nous l'avons cherché, mais que nous ne l'avons pas trouvé. Ce n'était pas ce dimanche-ci, mais le dimanche précédent: Les jeunes du PCF avaient annoncé la présence de Paul Laurent sur un marché du 19^e arrondissement : « Paul Laurent avec les jeunes ».

Quelques militants du PCF étaient bien sur le marché ce jour-là, mais pas de Paul Laurent : Ces jeunes organisaient une tombola pour soutenir la campagne électorale du PCF. On pouvait gagner « 3 super filets garnis ». Peu d'amateurs de tombola... Ils y avaient pourtant mis le paquet. Il y avait même un secrétaire des jeunes du PCF, des panneaux, une sono...

Ils nous disent que Paul Laurent est sur un autre marché du 19^e. Nous y al-

lons. Là non plus, pas de Paul Laurent. Par contre, il y avait un général. Casso, candidat unique de la majorité. « Sous le soldat du feu, le mineur de fond », c'est ainsi qu'il se présente, lui qui fut mineur et pompier mais aussi ancien militaire de l'Indochine et de l'Algérie.

Il ne fut pas très bien accueilli, Casso, sur ce marché. Une femme travailleuse lui jette à la figure les augmentations des prix et des loyers. Il serre les mains, dans la plus pure tradition électoraliste. Du moins il serre les mains de ceux qui acceptent...

Car, quand il serre la main à un petit commerçant, celui-ci se tourne vers les gens qui sont autour : « Qui c'est ce gars-là, pourquoi il veut me serrer la main ? Je ne le connais pas moi ce type-là ! ».

Retour sur le premier marché, il est près de midi, les jeunes du PCF doivent en être au tirage de leur tombola. En effet, ils annoncent :

« Plus que quelques minutes, plus que quelques secondes... ». Il n'y a toujours guère de monde autour de leur stand... Les rares acheteurs du PCF qui veulent « aider les jeunes ».

Premier tirage : pas de gagnant, personne ne vient demander les « 3 super filets garnis ». Deuxième tirage, toujours personne ne se présente. Léger flottement. Troisième tirage, personne encore. Sans rien dire, un responsable emballé les « 3 super filets garnis » un peu géné...

Pendant ce temps, un militant, sans doute adhérent de fraîche date, vend un journal (« Avant-Garde »). Il se précipite vers le micro et annonce triomphalement : « ET DEUX AVANT-GARDE VENDUS AUJOURD'HUI, DEUX ! ». Un responsable qui est à côté de lui, reprend le micro et lui explique quelque chose à l'oreille : il n'y a pas de quoi pavoiser en effet...

Ils remballent tout leur matériel...

« Avec quoi vous n'êtes pas d'accord ? »

Vendredi dernier, Paris, 19^e arrondissement, rassemblement organisé par les trois candidats du PCF dans l'arrondissement : Baillot, Malberg, Gajer, trois responsables nationaux.

Dès le début, nous discutons avec des militants du PCF. Ils se disent déçus du peu de monde présent. Aux élections municipales, ils avaient remplis la salle.

Les causes ? Ils nous parlent entre autres des désillusions dues à la rupture entre le PCF et le PS et de l'échec devant la polémique actuelle qui oppose les deux partis.

Le meeting commence. Le ron-ron des discours habituels. Relevons toutefois deux choses. Fiterman, orateur principal de cette soirée, insiste lourdement sur : « Il fallait faire éclater au grand jour les divisions entre le PCF et le PS ». Son discours ne semble pas pour autant reconforter la salle. Le résultat de la polémique publique n'est guère évident en effet.

Il y a le traditionnel appel aux « écologistes, gauchistes

et féministes ». C'est un secrétaire des jeunes du PCF qui est chargé de cette tâche : vous n'êtes pas d'accord avec nous, votez tout de même pour nous.

Il cite une lettre d'un « écologiste » qui déclare : dans les scrutins précédents, je me payais une « petite gaterie », je votais écologiste au premier tour. Aujourd'hui, l'enjeu est trop important. Je ne me payerai plus cette « petite gaterie », je voterai PCF.

La lutte quotidienne des militants écologistes, les manifestations de Naussac et de Malville, leur lutte pour définir un programme indépendant des partis traditionnels, leurs candidats ? « Une petite gaterie »... Quel mépris dans la lettre de cet « écologiste », sans doute trotskiste qui déclare : il faut que la gauche fasse ses preuves... comme si elle ne les avait pas déjà faites !

A la fin, ni « Marseillaise ni Internationale », une dispersion plutôt morne. Nous nous retrouvons à discuter dans un café avec des militants du PCF. Leur volonté

de discuter avec des « gauchistes » comme ils disent est évidente : « c'est la nouvelle ligne », nous expliquent-ils.

Alors discutons. Très vite, ils nous demandent : « Mais avec quoi, vous n'êtes pas d'accord ? ». On vient en effet de tomber d'accord contre Giscard, Barre, Chirac, Mitterrand et même Brejnev... Alors ? Nous disons à un ouvrier de chez Renault, secrétaire CGT :

— Toi, comme nous, on veut renverser le capitalisme ?

— Ouais, il faut tous les foutre à la poubelle !

— Mais nous on n'est pas d'accord avec la ligne de Marchais. C'est pas comme ça qu'on va y arriver. Ça ne changera rien, au contraire. Et on explique un peu. On discute. A la fin de la discussion, il semble un peu étonné ce camarade ouvrier. Les autres le sont aussi : ils ne les voyaient pas ainsi, les « gauchistes... ». On se quitte en se promettant de se revoir et en s'invitant à nos réunions respectives.

METZ

Réunion publique du comité de Metz de l'UOPDP
VENDREDI 10 MARS à 20 h 30 (CAFÉ DE PARIS - PLACE SAINT-LOUIS)

RENNES-SUD



A Rennes, les candidats de l'UOPDP sont allés discuter avec les travailleurs du bâtiment dans une cantine de chantier. Là pendant le casse-croûte, on a le temps de parler... des cadences, de la révolte contre les chefs, du socialisme auquel les travailleurs aspirent, etc. La conclusion générale des travailleurs rencontrés sur ce chantier, c'est « la droite comme la gauche, ce serait tout comme ! ». Sur la photo, l'un des travailleurs lisant le tract de l'UOPDP.

Manifestation contre l'agression soviéto-cubaine dans la corne de l'Afrique

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi après-midi, d'Oberkampf à la place Gambetta, leur indignation et leur colère contre l'agression soviéto-cubaine dans la corne de l'Afrique. Il y avait là des travailleurs français venus à l'appel du PCRML, de l'Humanité rouge et de Drapeau rouge. Mais les plus nombreux étaient sans doute les Africains de diverses nationalités venus à l'appel de plusieurs associations :

Union nationale des étudiants de la côte Afar-Somalie (UNECAS), Union des étudiants éthiopiens en France, Union des étudiants centrafricains, Association générale des étudiants gabonais, etc.

De nombreux mots d'ordre ont été lancés pour exprimer l'unité des peuples du tiers monde face à l'impérialisme et la solidarité des peuples européens.

Dans les quartiers populaires traversés par la manifestation, de nombreux pas-

sants se sont arrêtés en entendant crier : « Halte à l'agression soviéto-cubaine dans la corne de l'Afrique » et « URSS, USA hors d'Afrique ».

De nombreuses discussions se sont engagées tandis que des tracts d'explication étaient diffusés jusque dans les files d'attente à l'intérieur des boutiques. Cette première manifestation parisienne de soutien aux peuples de la corne de l'Afrique en lutte contre l'agression soviéto-cubaine fera date.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

« L'union européenne gêne les deux superpuissances »

De 1953 à 1957, les milieux monopolistes de six pays européens ont préparé la naissance de la Communauté économique européenne, c'est-à-dire, l'unification économique de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de l'Italie, de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg. Le 25 mars 1957, le traité de Rome institue la CEE.

La tâche principale de la CEE dans un premier temps, va être la suppression des barrières douanières qui va se faire progressivement :

- 10% sur les tarifs douaniers pour les produits qui circulent à l'intérieur du Marché commun en 1958.
- 50% en 1962
- 10% en 1963
- et ils sont supprimés en 1968.

Fusionnant les marchés sur le plan commercial comme sur celui des capitaux, les capitalistes monopoleurs européens vont en même temps protéger leur marché intérieur contre leurs rivaux, notamment américains puisque les droits de douane sont évidemment maintenus pour ces derniers, (mais, bien sûr, pas pour leurs filiales en Europe de l'Ouest).

VERS L'UNIFICATION POLITIQUE

Deux événements internationaux vont, en inquiétant les leaders européens des Six, devenus Neuf, provoquer une accélération du processus d'unification politique.

- c'est la crise monétaire internationale, conséquence surtout de l'inflation galopante aux USA suite à la guerre d'Indochine. Cette crise éclate en février 1973
- c'est, d'autre part, la guerre d'octobre 1973 au Moyen Orient. Les Neuf assistent impuissants à l'application de la politique américaine antiarabe qui va entraî-

ner la riposte légitime des pays arabes producteurs de pétrole : l'embargo touchera peu les États unis mais l'Europe de l'Ouest, alors dépendante déjà à 65% de ses importations de pétrole sera, elle, durement touchée.

Suite à ces événements, les Neuf prennent conscience pour eux de l'urgence d'avoir une politique commune et de peser d'un seul poids. Ils confient au Premier ministre belge Tindemans la préparation d'un rapport sur les moyens de parvenir à une union européenne avant 1980.

Enfin, en décembre 1975, les chefs d'Etat des Neuf décident l'organisation de la première élection au suffrage universel du Parlement européen en 1978. Il est clair que ce type d'élection est destiné à donner au Parlement européen une « légitimité populaire » et donc de donner aux institutions européennes des moyens d'action politique effective.

La première manifestation politique unie des Neuf aura été la prise de position de la Communauté sur la question de Chypre en 1975 et de l'extension à 200 miles marins de la souveraineté de la Communauté, au début de 1977.

Aujourd'hui, l'Europe des Neuf est devenue, dans bien des domaines la première puissance économique. Elle compte 253 500 000 habitants, tandis que l'URSS

bien plus vaste, compte 245 000 000 habitants et que les États-Unis en comptent 207 000 000.

Le PNB des Neuf totalise près de 1320 milliards de dollars US, se rapprochant ainsi de celui des États-Unis. Par ailleurs, la CEE, est depuis 1974 la première puissance commerciale du monde (dix fois le volume du commerce extérieur de l'URSS).

L'EUROPE DES NEUF ET LES ÉTATS-UNIS : DES CONTRADICTIONS

Quoique l'Europe des Neuf soit devenue une puissance économique, elle reste largement en butte à l'oppression américaine : cette domination s'est fait sentir brutalement lors de la crise monétaire internationale lorsque les États-Unis ont suspendu cyniquement la convertibilité du dollar, utilisant ainsi sans vergogne leur position dominante pour exporter leur crise. Mais cette domination US se fait également sentir dans le domaine de l'exportation de capitaux et dans celui des industries de pointe à technologie avancée (composants électroniques, ordinateurs, etc.).

Depuis 1962, les contradictions entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest n'ont cessé de se dégrader.

C'est ainsi qu'une brochure américaine de « Comity for Economic Development » soulignait en 1971 cinq points de mécontentement américain vis-à-vis de la CEE :

- 1) La politique agricole de la CEE.

2) La préférence et les discriminations commerciales établies par la Communauté économique européenne au profit de ses membres et surtout de ses « associés ».

3) Un certain nombre de mesures fiscales et économiques de la Communauté économique européenne (celles-ci favorisent la constitution de multinationales européennes dans des secteurs de pointe).

4) La politique monétaire qui tend vers l'autonomie : au Fonds Monétaire International, la CEE a plus de voix que les USA.

5) La politique d'investissements de la CEE menace les investissements américains en Europe. Ce sont surtout les investissements directs qui sont visés : ce sont les plus rentables à cause de la main-d'œuvre bon marché en Europe.

Et, en 1974, François-Xavier Ortoli, président de la Commission européenne, commençait ainsi une allocution : « A la suite du conflit du Moyen-Orient, puis de la crise de l'énergie, les relations Europe/États-Unis ont connu une réelle dégradation ».

La force nouvelle de l'Europe des Neuf et cette dégradation des rapports USA/CEE a conduit à une nouvelle charte de l'OTAN lors de la conférence d'Ottawa qui reflète un compromis et une modification des rapports au sein de l'OTAN.

Depuis l'élection de Carter, il semble bien que les USA sont prêts à quelques concessions vis-à-vis de la CEE en raison de la croissance considérable de l'effort de guerre russe. Mais les contradictions extrêmement vives entre USA et CEE ne peuvent en aucun cas s'atténuer.

L'URSS CONTRE L'UNION EUROPÉENNE

Cela n'empêche pas l'URSS et les partis révisionnistes d'Europe de combattre avec acharnement « la petite Europe » en la qualifiant unilatéralement d'instrument des États-Unis, de zone de domination des revanchards allemands.

En fait, une modification de taille bouleversant tout est intervenue depuis 1945 : la transformation de l'URSS socialiste en un pays de domination bourgeoise fasciste à l'intérieur et social-impérialiste sur le plan extérieur.

Devenue une superpuissance social-impérialiste, l'URSS recherche l'hégémonie mondiale, ce qui l'amène à rivaliser avec l'autre superpuissance, les USA, tout en collaborant avec elle. Puis, à partir de la fin des années 60, le rapport des forces militaires ayant commencé à changer, le social-impérialisme russe se met à exiger de plus en plus fermement un repartage du monde.

Lénine a bien expliqué ce phénomène dans « L'impérialisme, stade suprême du capitaliste » :

« ... Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie, c'est-à-dire à la conquête de territoires - non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre ; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.) ».

Tel est aussi le principe qui guide le social-impérialisme russe face à l'Europe de l'Ouest :

- Son objectif c'est de l'arracher aux États-Unis
- Son objectif c'est de la contrôler pour être dans une position favorable dans la domination mondiale. Couper l'Europe de l'Ouest des

États-Unis et affaiblir les pays de l'Europe de l'Ouest, notamment en maintenant leur division, c'est les deux jambes de la politique soviétique face à l'Europe de l'Ouest.

Ceci explique que les révisionnistes soviétiques refusent obstinément de reconnaître diplomatiquement la CEE (qu'ils qualifient de « groupement économique fermé de caractère agressif ») et d'accepter l'Union européenne qu'ils qualifient de « grand danger pour les droits démocratiques des travailleurs et pour l'indépendance nationale ».

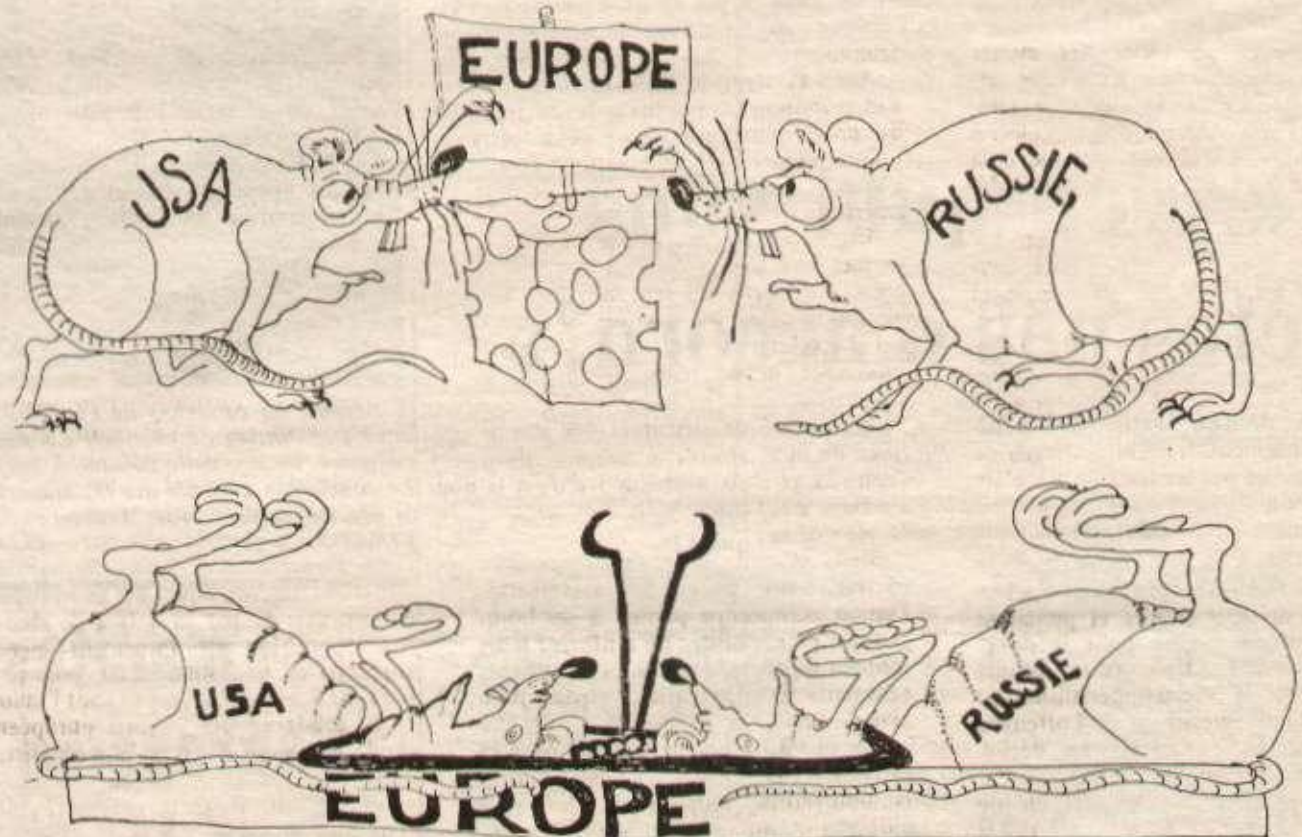
Pour l'URSS, il ne s'agit pas de simples phrases : les révisionnistes soviétiques développent une activité sans borne pour mettre des bâtons dans les roues de l'uni-

fication européenne : en 1975, Moscou a mis le paquet pour inciter la Grande-Bretagne à se retirer et en 1976, elle a été d'une violence peu commune à l'égard du rapport Tindemans sur l'union politique de l'Europe.

Malgré leur opposition à la CEE, les révisionnistes soviétiques n'hésitent pas à utiliser l'avidité du gain des capitalistes monopolistes de la CEE pour se renforcer. Leur promettant monts et merveilles, notamment en Sibérie, les révisionnistes soviétiques ont arraché aux financiers occidentaux des sommes fabuleuses : entre 1970 et 1976, la dette soviétique vis-à-vis de l'occident est ainsi passée de 1,7 milliards à 20 milliards de dollars !

Ces crédits servent notamment à pourvoir l'URSS en équipements de pointe ou en denrées (céréales) tandis que la production de l'URSS peut continuer à être entièrement tournée vers la production d'armements. Tel est le rapport URSS/CEE sur le plan économique ; il montre bien ce que serait la « grande Europe » que Moscou oppose à la « petite Europe ».

Sur les plans diplomatique et militaire, il faut ajouter que la tactique de l'URSS consiste à employer la « détente » pour endormir et diviser les Occidentaux tout en renforçant sa préparation militaire en Europe (navires espions dans les eaux territoriales des pays européens, brouillages de liaisons radios, démonstrations de force en mer du Nord, etc.).



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Les partis français et l'élection du parlement européen

La décision de faire élire le Parlement européen au suffrage universel direct a cristallisé toutes les positions face à la construction européenne.

Révisionnistes du PCF et gaullistes sont les plus chauds opposants au Parlement européen. Une des raisons de cette opposition doit être évidemment cherchée dans l'affaiblissement du poids politique de ces formations dans le cadre d'un Parlement européen. Les gaullistes représentent une force en France, mais en Europe ?... Quant aux révisionnistes, puissants en Italie et en France, ils sont d'un faible poids dans le reste de l'Europe. Par contre, le problème n'est pas le même pour les socialistes.

Voici donc, à travers des déclarations significatives, l'attitude de représentants de différents partis français au lendemain de la décision d'élection au suffrage universel du Parlement européen :

Parti républicain :

« Nous, républicains indépendants, nous sommes pour l'Europe, en gros et en détail... » (René Foch).

Réformateur :

« C'est toujours un grand dessin,

c'est toujours une grande espérance, et il me paraît tout à fait logique, tout à fait conforme à nos convictions démocratiques, que le Parlement européen soit le plus rapidement élu au suffrage universel ». (Bernard Stasi).

PS :

« Les socialistes sont pour la construction européenne... ils sont pour le contrôle démocratique des institutions européennes. Aujourd'hui, un des grands problèmes, c'est l'existence d'une technocratie européenne incontrôlée à Bruxelles : songez que 20 % du budget français se décide à Bruxelles sans contrôle parlementaire. Nous sommes très rigoureusement en faveur d'un contrôle démocratique de ces décisions, c'est inscrit dans le Programme commun de la gauche... Très logiquement, cela nous amène à être en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct ». (J.P. Cot).

PCF :

« ... Nous sommes résolument opposés à l'élection du Parlement européen au suffrage universel pour la raison bien simple qu'il s'agit, dans l'esprit de la majorité (...) de faire une Europe supra-nationale, une Europe avec une nouvelle communauté européenne de défense... ». (Marchais — 13 février 1976).

« ... Nous sommes résolument opposés à l'union politique... parce qu'elle met en cause l'indépendance... de la France et aussi en raison de l'impérialisme allemand. Récemment, à la télévision, M. Helmut Schmidt s'est déclaré adversaire de l'accession au gouvernement du PCF en France et du PCI en Italie ». (Marchais — 14 février 1976).

Mais le 18 avril 1977, Marchais déclarait :

« Dans la mesure où le projet de loi (concernant l'élection européenne et que devront voter les députés) contraindrait les représentants du peuple français (...) à exercer leurs mandats dans le cadre des traités commerciaux existants, on pourrait discuter ».

RPR :

« ... Nous ne pourrions pas admettre que 23 millions et demi d'habitants du Bénélux aient 56 députés et les 52 millions de Français 65 députés ». (Guéna).

« ... S'il est élu au suffrage universel, croire qu'il se contentera des possibilités qu'a actuellement l'Assemblée de Strasbourg me paraît être une vue de l'esprit : nous entrerons en pleine supra-nationalité, ce que les gaullistes et le gaullisme ont toujours refusé ». (Sanguinetti).

Résolution du 3e congrès du PCMLF

Sur l'union européenne

En Europe, les luttes des masses ouvrières et populaires contre le capitalisme et le révisionnisme se multiplient et l'aspiration des peuples à la révolution, comme seule issue à la crise capitaliste, ne cesse de se développer.

Au Portugal, en Grèce et en Espagne, les régimes fascistes haïs, soutenus par les USA, ont été remplacés par la forme démocratique de la dictature de la bourgeoisie. En Tchécoslovaquie, en Pologne, en Allemagne de l'Est et dans d'autres pays révisionnistes, l'opposition au social-impérialisme, à la nouvelle bourgeoisie et à leurs valets locaux est en plein essor.

En même temps, dans tous les pays d'Europe, les deux superpuissances, États-Unis et URSS, redoublent d'acharnement dans leur rivalité et préparent activement une guerre pour la domination mondiale. Dans cette dispute de brigands, le social-impérialisme est extrêmement agressif et à l'offensive tandis que les États-Unis, en déclin, sont sur la défensive.

L'Europe constitue le point-clé de leur rivalité, l'enjeu stratégique de la guerre qu'elles préparent, en raison de son potentiel économique, technologique et humain.

La théorie des trois mondes, analyse stratégique de classe du monde actuel sur laquelle les marxistes-léninistes se fondent, place l'Europe dans le second monde.

Contre la mainmise américaine d'abord, puis devant les menaces, chantages et vexations des deux superpuissances, la tendance à l'union entre les pays européens n'a cessé de se renforcer. Actuellement, neuf pays de l'Europe de l'Ouest, dont la France, constituent d'ores et déjà une union européenne qui tend à avoir ses institutions politiques et une défense

unique.

C'est l'intérêt de classe des bourgeoisies monopolistes fondé sur la recherche du profit maximum qui a guidé cette union contre la domination économique et le contrôle de l'impérialisme américain.

Cette union européenne capitaliste permet aux bourgeoisies et aux monopoles européens de renforcer leur exploitation sur les peuples d'Europe par l'accélération de la concentration capitaliste et le renforcement de la concurrence.

Les conséquences pour les travailleurs en sont restructurations et licenciements pour la classe ouvrière, accélération de l'élimination des couches pauvres de la paysannerie, etc.

Dans le cadre de la crise capitaliste et face aux luttes des travailleurs, l'union européenne permet à ses bourgeoisies monopolistes de renforcer leurs moyens de répression sur les travailleurs (convention antiterroriste, espace judiciaire).

Le PCMLF appelle à développer et intensifier la lutte de classe contre la bourgeoisie monopoliste des pays européens, notamment contre toute convention antiterroriste qui constitue une arme potentielle de répression brutale contre les marxistes-léninistes, contre les ouvriers et autres éléments authentiquement révolutionnaires.

L'union européenne permet également à ses bourgeoisies de constituer une force économique et politique dans le monde actuel susceptible de s'opposer aux pressions des deux superpuissances.

Le PCMLF considère comme objectivement positives les manifestations de résistance de l'union européenne aux entreprises hégémoniques des deux superpuissances, quand cette résistance va dans le sens des intérêts des peuples (par exemple quand elle s'est opposée à l'utilisation de ses bases aériennes

par l'impérialisme US lors de la guerre d'octobre 1973 ou quand elle prend la décision de porter à 200 miles marins les eaux territoriales).

Le PCMLF explique et dénonce les véritables intentions des forces politiques, notamment les partis révisionnistes, qui militent en faveur de la division de l'Europe, faisant ainsi le jeu des ambitions hégémoniques des deux superpuissances.

Mais le PCMLF dénonce et combat l'union européenne quand elle passe des compromis capitulaires tant avec les États-Unis qu'avec l'URSS, ou adopte une attitude dans l'esprit de Munich face à l'URSS.

Les peuples ne doivent pas s'en remettre à la bourgeoisie monopoliste pour s'opposer de façon ferme aux tentatives hégémoniques des deux superpuissances : de par sa nature de classe, son opposition est forcément inconsciente et hésitante. C'est pourquoi le PCMLF considère que ce sont l'union et la solidarité des peuples européens et de leurs partis marxistes-léninistes respectifs qui joueront en définitive le rôle décisif dans la résistance aux deux superpuissances.

Le PCMLF considère qu'il doit organiser la lutte pour imposer la

solidarité des pays européens contre les deux superpuissances, en particulier contre les préparatifs de guerre de l'URSS.

Le PCMLF soutient la lutte des peuples et pays du tiers monde contre les menées impérialistes des pays ouest-européens et soutient les exigences des pays du tiers monde pour imposer des rapports d'égalité dans les relations avec l'Europe des neuf.

Aujourd'hui, l'évolution rapide de la situation internationale se manifeste par l'accroissement sensible des facteurs de révolution ainsi que des facteurs de guerre. Le grand courant historique actuel des pays qui veulent l'indépendance, des nations qui veulent la libération, des peuples qui veulent la révolution, ne cesse de se renforcer, portant des coups très durs à l'hégémonisme des deux superpuissances, à l'impérialisme, au néo-colonialisme, au sionisme et au racisme.

Si les deux superpuissances se lancent dans une guerre, les peuples d'Europe sauront, sous la direction de leurs partis marxistes-léninistes respectifs, défendre leur indépendance nationale et transformer la guerre en révolution dès que les conditions le permettront.



LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

La région Basse-Normandie

« Bien souvent la paie de l'usine ne permet que d'entretenir la ferme ! »

La Basse-Normandie représente trois départements : l'Orne, la Manche, et le Calvados. La deuxième circonscription de l'Orne et la première du Calvados (Caen et ses environs) ont des candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne. Dans la Manche les marxistes-léninistes soutiennent une candidature écologiste.

La deuxième circonscription de l'Orne (l'Est du département) est essentiellement une zone rurale.

Les deux grands centres sont l'Aigle avec 10 000 habitants et Mortagne avec 5 000 habitants.

Si l'Aigle possède quelques vieilles industries (toiles métalliques), il n'en est pas de même pour la région de Mortagne, le Perche, dans laquelle la politique bourgeoise de décentralisation a « parachuté » des petits ateliers de grosses entreprises parisiennes. La population rurale, contrainte de quitter les petites exploitations, a fourni une main-d'œuvre à bon marché.

Les conditions de vie et de travail sont de ce fait aggravées.

LES TRANSPORTS

Pour aller au travail, cela nécessite de longs trajets en voiture ou en mobylette. Les accidents sont fréquents par mauvais temps. Certaines grosses entreprises organisent elles-mêmes leur ramassage (exemple des Établissements Dreux, constructions de maisons en pré-fabriqués). Ils « drainent » quelques 300 ouvriers dans un rayon de 30 à 40 km. Cela permet aussi de mieux contrôler la main-d'œuvre puisque pour licencier, il suffit simplement de supprimer le car !

LES SALAIRES

Nous sommes dans une région où les salaires sont les plus bas. En effet, les industriels ont profité de l'exode rural pour embaucher une main-d'œuvre non-qualifiée et notamment une main-d'œuvre féminine. Les quelques OP embauchés (ouvriers les mieux payés) ont suivi la décentralisation et viennent de la région parisienne.

LES LOYERS

De plus en plus, les jeunes sont contraints d'aller habiter en ville, ce qui suppose un autre mode de vie. Les logements sont rares et chers. Par exemple à Mortagne, une seule pièce vaut 350 F. Ainsi, la vieille bourgeoisie mortagnaise a rentabilisé ses vieilles baraques !

DES OUVRIERS-PAYSANS

Un autre point caractéristique de notre région, c'est que dans ces usines nous retrouvons des ouvriers-paysans (qui sont d'ailleurs de moins en moins paysans !), c'est-à-dire qui travaillent sur leur lopin de terre le jour, et travaillent à l'usine la nuit. Bien souvent, la paie de l'usine ne permet que d'entretenir la ferme !

Enfin, notre région, Le Perche, est classée zone verte, et est truffée de résidences secondaires. Le prix des maisons est inabordable pour les gens du coin.

Les luttes de la classe ouvrière

Dans le secteur de l'Aigle, qui est industrialisé depuis plus longtemps, le patronat n'y va pas de main morte pour licencier et fermer les usines : 120 licenciements à la SFAMAT, fermeture de l'Usine Rai-Tillières (toiles métalliques), etc. Dans tous ces cas, les dirigeants de la CGT, syndicat quasi-hégémonique, l'aident objectivement par leur attitude démobilisatrice.

Dans le Perche, la lutte des travailleurs de Bretoncelles (qui ont licencié leur patron) est historique dans

ce sens où elle a permis l'implantation d'une union locale CFDT. Celle-ci a redonné un dynamisme et a fait la coordination de sections syndicales isolées.

— Les travailleurs d'Hydronic à Mortagne se sont organisés pour s'opposer à quatre licenciements.

— Les travailleurs de la CIF (compagnie industrielle de fabrication) occupent leur usine pour refuser sa liquidation judiciaire.

La paysannerie

La production est principalement basée sur le lait et l'élevage. Les petites exploitations familiales sont encore très nombreuses.

Il n'y a pas de syndicat paysan dans

la région, les Paysans-Travailleurs étant peu nombreux. Les petits paysans adhèrent surtout à la FDSEA.

Une lutte a été menée à Remalard contre Verrier qui avait fourni de la mauvaise poudre de lait.

Le travail des marxistes-léninistes

Les marxistes-léninistes ont été actifs au rassemblement du mois d'août à Flamanville contre la centrale nucléaire.

Ils travaillent en direction de la paysannerie afin de se lier à différentes couches de la paysannerie laborieuse. L'orientation se fait aussi envers les ouvriers. Les candidats de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie

prolétarienne sont d'ailleurs deux ouvriers.

Les marxistes-léninistes seront aussi présents dans la bataille politique à Caen dans le Calvados où existe un comité d'initiative de l'Union ouvrière et paysanne. Caen est un des grands centres industriels de l'Ouest avec des usines comme la Saviem, SMN, hôpital CHR...



Manifestation à Mortagne.

La situation rurale dans la manche



Le stand Paysans-travailleurs à Flamanville. Juillet 1977

60 % de la population habite les zones rurales et 28 % de la population totale vit du travail des exploitations agricoles ; l'agriculture est surtout basée sur l'élevage laitier ainsi que la production de légumes.

Il y a concentration des terres :

- 74 % des paysans travaillent sur moins de 20 ha.

- 64 % sur moins de 15 ha.

- 48 % sur moins de 10 ha.

Il y a deux grandes coopératives laitières : l'ULN (Union laitière normande) et l'Ucalma (Union des coopératives agricoles laitières de la Manche) qui ne sont plus des groupements de producteurs, mais des trusts puisque au Conseil d'administration, on y trouve des paysans moyens riches, riches, capitalistes en ce sens que pour assumer leurs responsabilités, ils ont des salariés !

La Coopération et l'industrie agro-alimentaire emploient plusieurs milliers d'ouvriers. C'est d'ailleurs l'industrie la plus développée (métallurgie et arsenal de Cherbourg mis à part). Ils ont mené des luttes importantes à plusieurs reprises. La dernière en date, l'usine Claudel à Villedieu

a montré que cette classe ouvrière issue de milieu rural devenait de plus en plus combative. Cependant, il n'y a pas eu de lutte reflétant des contradictions entre la masse des paysans et les directions des usines. Les problèmes sont résolus au sein de structure de négociation entre les représentants de ces industries et les directions bourgeoises de la FDSEA. Les conflits qui ont eu lieu et pour lesquels la FDSEA a mobilisé ses adhérents ont toujours été vite réglés et ne concernaient pas véritablement la grande masse des paysans. Toutefois, les choses sont en train d'évoluer dans le sens de luttes très dures, car nous entrons dans une nouvelle étape de réorganisation capitaliste de la production laitière dans laquelle la FDSEA est embringuée jusqu'au cou. Les petits producteurs, tôt ou tard, la laisseront tomber et mèneront eux-mêmes leurs propres luttes.

Les paysans de la Manche ont été touchés par l'implantation de l'usine nucléaire de Flamanville puisque l'EDF a traversé leurs terres pour y installer des kilomètres de câbles.

Les marxistes-léninistes de la Manche soutiennent la candidature écologiste.